

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 21 décembre 2021.  
Régulièrement convoqué le 14 décembre 2021

Le 21 décembre 2021 à 18 heures 30,

Le Conseil Municipal s'est réuni au Palais des Congrès Charles Aznavour sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

**Présents (es) :** Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR : Adjoints au Maire. M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Vanessa VIAU, M. Julien DECORTE, M. Laurent CHAUVÉAU, M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY, Mme Demet YEDILI, M. François COUTOS-THEVENOT, M. Christophe ROISSAC, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Cécile GILLET, M. Laurent MILAZZO, M. Laurent LANFRAY, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

**Pouvoirs :** Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir M. Julien CORNILLET), M. Éric PHÉLIPPEAU (pouvoir M. Julien DECORTE), M. Chérif HEROUM (pouvoir M. Norbert GRAVES), Mme Sylvie VERCHÈRE (pouvoir Mme Emeline MEHUKAJ), Mme Pauline CABANE (pouvoir M. Jean-Michel GUALLAR), Mme Danièle JALAT (pouvoir M. Philippe LHOTTELLIER), Mme Catherine MATSAERT (pouvoir M. Jacques ROCCI), Mme Florence VINENT (pouvoir M. Cyril MANIN), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir M. Nicolas DELOLY), M. Vincent PERROUX (pouvoir M. Karim OUMEDDOUR), M. Jérôme BEAUTHÉAC (pouvoir M. Dorian PLUMEL), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir Mme Fabienne MENOVAR), M. Jean-Frédéric FABERT (pouvoir M. François COUTOS-THEVENOT), Mme Aurèle DESRAYAUD (pouvoir M. Laurent MILAZZO), Mme Françoise CAPMAL (pouvoir M. Laurent LANFRAY)

**Secrétaire de Séance :** Mme Emeline MEHUKAJ

## 1.01 - CONVENTION UNIQUE EN SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

**Madame Ghislaine SAVIN, Adjointe au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :**

Chaque collectivité doit disposer d'un service de médecine professionnelle et préventive afin d'assurer la surveillance médicale de ses agents, et nommer un Agent Chargé de la Fonction d'Inspection (ACFI), pour assurer un contrôle des conditions d'application de la réglementation en santé-sécurité.

Ces obligations réglementaires pouvant être satisfaites par l'adhésion à un service créé par un Centre de Gestion, la ville de Montélimar conventionne depuis plusieurs années avec le Centre de Gestion de la Drôme (CDG26), qui dispose d'un pôle santé et sécurité au travail permettant de mettre à disposition des experts mutualisés.

Afin de faciliter et d'améliorer nos démarches administratives, le centre de gestion a décidé de mettre en place une convention unique concernant la médecine du travail, l'inspection en santé et sécurité au travail, la psychologie du travail et des organisations et le coaching.

Cette convention définit les modalités d'exécution et de financement de l'offre de services relative à la santé et sécurité au travail proposée par le CDG 26. Elle permet une prise en charge globale et pluridisciplinaire des situations de travail.

Cette convention précise les missions du médecin de prévention et de l'infirmière en santé au travail qui assureront la surveillance médicale des agents (1ère visite à la prise de poste, visites médicales périodiques, surveillances médicales particulières, entretiens infirmiers, visites de reprise et pré-reprise, visites à la demande, examens complémentaires) mais également du tiers temps pour la réalisation d'actions sur le milieu professionnel (études de postes notamment) et la participation à des réunions de travail et aux instances du CHSCT pour le médecin de prévention.

Elle précise également les missions de l'agent chargé des fonctions d'inspection (ACFI) mis à disposition de la Collectivité (contrôle des conditions d'application des règles définies en matière d'hygiène et de sécurité du travail, proposition de mesures de nature à améliorer l'hygiène et la sécurité et la prévention des risques professionnels, par le biais de visites qui feront l'objet d'un rapport). Il assiste de plein droit aux réunions du CHSCT.

Elle définit enfin les champs d'intervention et les missions du psychologue du travail et des organisations et du coach.

Cette convention est conclue pour une période de 3 ans, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2024, renouvelable par tacite reconduction pour une durée de 3 ans. Les modifications apportées à cette convention feront l'objet d'avenant.

Afin d'assurer la continuité, il est proposé de signer cette convention unique en santé et sécurité au travail.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article 2121-29 ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 23 ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 108-2, actant l'obligation pour les collectivités et établissements de disposer d'un service de médecine de prévention, soit en créant leur propre service, soit en adhérant à un service commun à plusieurs entités ou au service créé par le Centre de Gestion, et article 25 permettant aux collectivités de passer convention avec le Centre de gestion pour la mise à disposition d'agent chargé de la fonction d'inspection (ACFI) afin d'assurer un contrôle des conditions d'application de la réglementation en santé-sécurité ;

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°85-1054 du 30 septembre 1985 modifié relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions,

Vu le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 modifié pris pour l'application de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 susvisée et relatif à l'organisation des comités médicaux et aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n°2012-170 du 3 février 2012 modifiant le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le courrier du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Drôme (CDG 26), en date du 24/09/2021, informant la collectivité de la mise en place d'une nouvelle convention unique en santé et sécurité au travail (C.U.S.T.) regroupant la médecine du travail, l'inspection en santé et sécurité au travail, le coaching et la psychologie du travail et des organisations, pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, impliquant la résiliation des conventions existantes sur ces missions ;

Vu le projet de convention unique en santé et sécurité au travail avec le Centre de Gestion de la Drôme ci-annexé.

Considérant l'obligation pour la Collectivité d'assurer la surveillance médicale des agents et le contrôle des conditions d'application de la réglementation en santé-sécurité par un agent chargé d'inspection en santé et sécurité au travail ;

Considérant que la Collectivité peut déléguer cette surveillance médicale et cette mission d'inspection au Centre de Gestion de la Drôme qui dispose d'un pôle santé et sécurité au travail permettant de mettre à disposition des experts mutualisés ;

Considérant qu'il y a lieu de signer cette convention unique afin d'assurer la continuité des missions (médecine du travail, inspection en santé et sécurité au travail) et de bénéficier de services complémentaires (psychologie du travail et des organisations, coaching) ;

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

**DÉCIDE :**

- **D'APPROUVER** les termes de la convention unique de santé et sécurité au travail (CUSST) avec le Centre de Gestion de la Drôme à intervenir,

- **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 012 des budgets de l'exercice 2022 et suivants,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

**Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,**  
Ont signé les membres présents,  
Suivent les signatures.

**POUR EXPEDITION CONFORME**

Fait en Mairie, le 22 décembre 2021

Pour le Maire, par délégation  
L'Adjointe au Maire

Ghislaine SAVIN

